

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée; moitié prix; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

RADIOTÉLÉGRAMME OFFICIEL

Dakar, le 29 décembre 1944

GUGAL

A COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — LOMÉ

N° C. 274 CAB. — Année 1944 a comblé une partie vos vœux les plus chers *stop* Elle a vu libération presque complète du sol de la Patrie et la France remise en sa place dans concert des nations *stop* 1945 sera l'année de la libération totale et de la victoire définitive *stop* Qu'elle marque aussi le début d'une ère nouvelle où la France restaurée dans une unité politiquement, économiquement et socialement plus parfaite, demeure avec ses Alliés, en fête des peuples épris de liberté et de paix sur la compréhension et de la coopération internationale *stop* Elle le devra à l'équilibre, au bon sens, à la volonté, à la ténacité de tous ses fils.

COURNARIE.

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 30 décembre 1944

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE

A GUGAL — DAKAR

N° 541 CAB. — Interprète sentiments tous Français du Territoire vous remercie vos vœux et vous prie accepter les nôtres très respectueux pour année 1945 *stop* Togo a parfaitement compris importance tâche qui l'attend dans participation à effort guerre et travaillera avec même énergie qu'en 1944 en vue libération totale, victoire définitive et restauration intégrale grandeur notre Patrie.

NOUTARY.

CABLOGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 30 décembre 1944

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE

A MINISTRE COLONIES — PARIS

N° 69/CAB. — Au nom Territoire et en mon nom personnel vous prie accepter nos vœux déferents occasion nouvelle année *stop* Année 1944 a été celle Libération presque complète et rentrée France dans concert grandes nations *stop* Formulons souhaits ardents pour que 1945 soit année Libération totale, écrasement définitif ennemi et restauration intégrale grandeur notre Patrie *stop* Puis vous affirmer que Togo pleinement conscient importance tâche qui l'attend continuera donner exemple dans poursuite effort guerre en vue victoire pour 1945 *stop* Vous serais reconnaissant être mon interprète auprès Président Gouvernement Provisoire pour lui transmettre nos souhaits respectueux et sentiments indéfectible attachement.

NOUTARY.

Lomé, le 30 décembre 1944

CIRCULAIRE

A M. M. L'ADMINISTRATEUR-MAIRE — LOMÉ

LES CHEFS DE SERVICE ET BUREAU

N° 2151 CAB. — Au seuil de l'année 1945, je tiens essentiellement à vous adresser mes remerciements pour la collaboration totale que vous n'avez cessé de m'apporter. Je remercie également tout le personnel, tant européen qu'indigène, placé sous votre autorité, dont le travail sans relâche a permis au Territoire de prendre une part importante à l'effort de guerre en vue de la libération, puis de la victoire totale.

Tous, vous continuerez, j'en suis certain à faire preuve, en 1945, du même zèle et de la même compréhension dans l'accomplissement de la lourde tâche qui nous attend.

A vous, à vos collaborateurs, à vos familles, j'adresse mes meilleurs souhaits de nouvel an, et je forme des vœux ardents pour que 1945 voie non seulement l'écrasement définitif d'un ennemi abhorré, mais aussi la restauration intégrale de la France dans toute sa grandeur.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,*
J. NOUTARY.

TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 30 décembre 1944

COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE

A TOUS CERCLES ET SUBDIVISIONS (SAUF LOMÉ)

N° 1066/CAB. — Au seuil année 1945 je tiens essentiellement à vous adresser mes remerciements pour collaboration totale que vous et vos collaborateurs européens et indigènes ainsi que chefs, notables et populations n'avez cessé de m'apporter et qui a permis au Territoire prendre part importante dans effort guerre en vue libération et victoire totale *stop* Recevez pour vous et vos familles et transmettez aux populations vos cercles et subdivisions mes vœux les meilleurs pour 1945 qui sera année écrasement définitif ennemi et restauration intégrale grandeur notre Patrie.

NOUTARY.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

4 septembre	Ordonnance relative à la composition du Gouvernement provisoire de la République française (Ministres)	3
8 septembre	Ordonnance supprimant la Chambre provisoire de cassation en matière criminelle, instituée par l'ordonnance du 2 octobre 1943.	3
8 septembre	Ordonnance supprimant le Comité temporaire du contentieux, institué par l'ordonnance du 17 septembre 1943.	4
10 septembre	Décret fixant la composition du Gouvernement provisoire de la République française	3
11 octobre	Ordonnance modifiant la composition, le fonctionnement et les attributions de l'Assemblée consultative provisoire, instituée par l'ordonnance du 17 septembre 1943. (compte tenu du rectificatif intervenu).	4

6 novembre	Ordonnance relative à l'abrogation, dans la métropole et aux colonies, des actes dits « loi du 6 décembre 1940 », « loi du 5 mars 1941 », « décret du 25 mars 1941 » concernant les groupements professionnels coloniaux. (Arrêté de promulgation N° 621 Cab. du 22 décembre 1944)	8
9 novembre	Ordonnance relative aux décorations décernées à titre civil depuis le 16 juin 1940	8
27 novembre	Arrêté ministériel portant attribution de la Médaille d'honneur du ministère des Colonies (Extrait).	9
30 novembre	Décret portant nominations dans l'ordre de l'Etoile noire du Bénin, de l'Etoile d'Anjouan et du Nichan el Anouar (Extrait)	9

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

29 août	N° 2451 P. — Arrêté général modifiant le tableau des exemptions du tarif fiscal d'importation de l'A. O. F. (rendu applicable au Togo par arrêté local N° 625 v. du 23 décembre 1944)	9
20 novembre	N° 3110 P. — Arrêté général fixant le nombre maximum d'inscription au tableau d'avancement de 1945 du cadre des Trésoreries de l'A. O. F.	10
25 novembre	N° 3168 DSP. — Arrêté général portant réorganisation de l'école de la trypanosomiasé dite « Ecole Jamot » (extrait)	10

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

20 décembre	N° 616 AE./1 — Arrêté fixant les prix du palmiste pour la campagne 1945	11
21 décembre	N° 619 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat des arachides 1944-1945.	11
22 décembre	N° 620 AE./3 — Arrêté portant fixation du prix de vente du mazout	12
23 décembre	N° 622 E. — Arrêté fixant pour l'année 1945 le nombre des élèves à admettre à l'Ecole professionnelle de Sokodé	12
23 décembre	N° 623 E. — Arrêté fixant les taux des allocations journalières pour la nourriture et l'entretien des élèves de l'Ecole professionnelle de Sokodé	12
23 décembre	N° 624 E. — Arrêté modifiant celui N° 611 du 31 octobre 1941 fixant le tarif des cessions de travaux faites par l'Ecole professionnelle de Sokodé	12
23 décembre	N° 524 TP. — Décision fixant la valeur des index dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le premier semestre 1945.	13
25 décembre	N° 627 IM. — Arrêté fixant les taux de majoration à appliquer aux tarifs du tableau B du décret du 31 décembre 1935.	13

Rectificatif à l'arrêté No 553 F. du 15 octobre 1943 fixant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel originaire de l'A.O.F. et du Togo appartenant aux cadres locaux européens et indigènes du Territoire	13
Errata à l'arrêté No 581 AE. du 21 novembre 1944 portant ouverture de la campagne de café 1944-1945 et en fixant les prix	13
Personnel	14
Divers	15

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	16
--------------------	----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Organisation administrative

ORDONNANCE du 4 septembre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement provisoire de la République française est composé de ministres. Les attributions des ministres sont fixées par décret.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Paris, le 4 septembre 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire à la Justice,
François de MENTHON.

DECRET du 10 septembre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu les décrets des 7 juin, 4 septembre et 9 novembre 1943 et des 4 avril et 4 septembre 1944, portant création et suppression de ministères;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement provisoire de la République française est composé d'un ministère d'Etat et de vingt ministères à savoir :

Le Ministère de la Justice;
Le Ministère des Affaires étrangères;
Le Ministère de l'Intérieur;
Le Ministère de la Guerre;
Le Ministère de la Marine;
Le Ministère de l'Air;
Le Ministère de l'Economie nationale;
Le Ministère des Finances;
Le Ministère de la Production;
Le Ministère de l'Agriculture;
Le Ministère du Ravitaillement;
Le Ministère des Colonies;
Le Ministère de l'Education nationale;
Le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale;
Le Ministère des Travaux publics et des Transports;
Le Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones;
Le Ministère de l'Information;
Le Ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés;
Le Ministère de la Santé Publique;
Le Ministère de l'Afrique du Nord.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Paris, le 10 septembre 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
François DE MENTHON.

Chambre provisoire de cassation

ORDONNANCE du 8 septembre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances du 3 juin et du 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 2 octobre 1943, instituant une Chambre provisoire de cassation en matière criminelle;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La Chambre provisoire de cassation en matière criminelle est supprimée à la date du 2 septembre 1944.

Les pouvoirs qui lui avaient été temporairement dévolus par l'article 2 de l'ordonnance susdite sont, de nouveau, attribués à la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Tous les recours portés devant la juridiction supprimée et non jugés à la susdite date du 2 septembre 1944 seront transférés sans délai et sans frais à la Chambre criminelle de la Cour de Cassation, seule compétente désormais pour en connaître.

ART. 2. — Les magistrats de la Chambre supprimée, le greffier, le commis-greffier et le secrétaire recevront par décret leur affectation à d'autres juridictions. Ils continueront à percevoir les traitements et indemnités de tous ordres à eux attribués à la date du 2 septembre 1944 jusqu'à ce qu'ils aient reçu cette affectation.

ART. 3. — Les minutes des arrêts rendus par la Chambre provisoire de cassation et les archives de cette Chambre ainsi que les minutes des arrêts et les archives de la Chambre de cassation d'Afrique Française désignées à l'article premier de l'ordonnance susvisée du 2 octobre 1943 seront, dans les six mois de la promulgation de la présente ordonnance et par les soins du greffier de la juridiction supprimée, transférées au greffe de la Cour de cassation.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Paris, le 8 septembre 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
François DE MENTHON.

Comité temporaire du contentieux

ORDONNANCE du 8 septembre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances du 3 juin et du 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943, instituant un Comité temporaire du contentieux;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le Comité temporaire du contentieux institué par l'ordonnance du 17 septembre 1943 est supprimé à la date du 2 septembre 1944.

Les attributions qui lui avaient été dévolues provisoirement par l'article premier de cette ordonnance reviennent au Conseil d'Etat statuant au contentieux.

Tous les recours portés devant la juridiction supprimée et non jugés à la date susdite du 2 septembre 1944 seront transférés sans délai et sans frais au Conseil d'Etat statuant au contentieux, seul compétent désormais pour en connaître.

ART. 2. — Le président et les membres de la juridiction supprimée seront remis à la disposition de leur administration d'origine. Jusqu'à ce moment ils continueront à percevoir les traitements et indemnités de tous ordres à eux attribués à la date du 2 septembre 1944.

ART. 3. — Le recours en cassation pour violation de la loi prévu à l'article 3 de l'ordonnance susdite du 17 septembre 1943 sera réglementé par un texte ultérieur.

ART. 4. — Les minutes des arrêts rendus par le Comité temporaire du contentieux et les archives de cette juridiction seront, dans les six mois de la promulgation de la présente ordonnance et par les soins du secrétaire de la juridiction supprimée, transférées au secrétariat du Conseil d'Etat.

ART. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Paris, le 8 septembre 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
François DE MENTHON.

Assemblée consultative provisoire

ORDONNANCE du 11 octobre 1944.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Une ordonnance du 17 septembre 1943 a institué une Assemblée consultative provisoire « chargée de fournir une expression aussi large que possible de l'opinion nationale ».

En Alger, cette Assemblée a, par ses avis, éclairé efficacement l'action du Comité français de la Libération nationale, puis du Gouvernement provisoire de la République française. Par l'appui qu'elle a donné au Gouvernement, elle a contribué à mettre en œuvre contre l'ennemi et contre la trahison, les forces vives de la nation. Elle a renforcé l'autorité de la France dans le concert des peuples libres.

L'article 2 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 a prévu que la composition de l'Assemblée pourra être modifiée lorsque le siège des pouvoirs publics serait transporté dans la métropole. Par la suite, l'ordonnance du 21 avril 1944 (art. 20) a disposé que le nombre des délégués des diverses organisations adhérentes au Conseil national de la Résistance serait alors doublé, les autres catégories de représentants gardant le même effectif et l'ordonnance antérieure restant pour le surplus sans changement.

Il est à présent admis unanimement que d'autres modifications doivent être apportées au statut de l'Assemblée pour qu'elle puisse, dans les circonstances actuelles, remplir au mieux sa mission. Ces modifications concernent, outre sa composition, son fonctionnement et ses attributions.

Il a paru d'abord que le Conseil national de la Résistance qui, par son action clandestine, a animé et co-ordonné magnifiquement l'action des militants pour l'honneur et la gloire de la patrie, devait pouvoir prolonger son rôle en faisant entendre officiellement sa voix : les 17 membres du Conseil national de la Résistance et ses deux secrétaires généraux seront membres de droit de l'Assemblée.

En Alger, siégeaient 49 délégués de la Résistance métropolitaine qui, à leur arrivée en France, ont remis spontanément leur mandat. Le nombre de ces représentants est, comme il était prévu, doublé maintenant. En outre, à la demande du Conseil national de la Résistance, 48 sièges nouveaux sont attribués soit à des organisations déjà représentées dont l'importance avait été initialement sous-estimée, soit à des organisations révélées postérieurement.

Le nombre des représentants de la Résistance métropolitaine s'est trouvé ainsi porté à 148, dont 119 membres de droit et 129 membres désignés par les Comités directeurs des organisations.

Les représentants de la Résistance extra-métropolitaine, dont l'effectif de 21 (20 sièges seulement effectivement pourvus), seront désormais 26. Deux représentants des organisations de Résistance de la Corse s'y ajouteront. Le mandat des membres antérieurement nommés n'est pas expiré : ils resteront en fonction.

Il sera pourvu aux vacances dans les formes prévues par l'article 2 de l'ordonnance du 17 septembre 1943. Toutefois, les personnalités ayant rallié la France combattante seront à l'avenir désignées par le Conseil de l'ordre de la libération.

Les parlementaires, membres de l'Assemblée, avaient été élus en octobre dernier pour un an. Leur mandat vient donc de prendre fin. Il est renouvelable.

Si l'on s'en était tenu aux termes de l'ordonnance du 21 avril 1944, le nombre des représentants des Assemblées parlementaires antérieures serait demeuré fixé à 20. Il sera de 60. Il convient en effet de faire plus large état de la dernière expression connue de la volonté nationale et, en assurant plus largement aussi à l'Assemblée le concours d'hommes ayant une expérience des affaires publiques, de renouer, dans la limite du possible, avec le passé légal.

Pour la désignation de ces représentants du Sénat et de la Chambre, le mode employé en Alger ne pouvait guère être conservé dans la métropole. Il eût obligé à réunir à Paris des collèges électoraux correspondant aux groupes parlementaires et comptant environ 300 électeurs : c'eût été difficile dans les circonstances présentes. Le travail préalable d'épuration qui aurait été imposé était, de même, incompatible avec l'urgence d'une réunion de l'Assemblée. Enfin, les collèges électoraux eussent comporté, pour moitié environ, des membres qui (non compris les « excusés » et ceux qui « se sont volontairement abstenus ») ont, au nombre de 151, été classés « n'ont pas pris part au vote ». Or, ceux-là, qui n'avaient, soit par absence forcée, soit intentionnellement, pas fixé leur position, auraient pu déterminer le sort des scrutins.

Pour ces raisons, il a été jugé préférable de confier le choix des représentants des Chambres à un Comité de désignation et de s'en remettre, pour élire ce Comité, à ceux qui, premiers résistants, ont, le 10 juillet 1940, voté contre la délégation du pouvoir constituant.

Les formations politiques parlementaires devront comme précédemment, avoir à l'Assemblée une représentation proportionnelle à leur importance à la Chambre des Députés au 3 septembre 1939.

Enfin, les territoires d'outre-mer garderont les 12 représentants qu'ils avaient.

L'ordonnance du 17 septembre 1943 avait édicté contre quatre catégories de personnes l'incapacité d'appartenir à l'Assemblée consultative. L'ordonnance nouvelle maintient les mêmes interdictions, mais laisse désormais les divers organes de désignation juges de supprimer cette incapacité, par une décision spéciale et motivée. Rien n'est au surplus changé quant au droit de l'Assemblée consultative de vérifier la validité des pouvoirs de ses membres.

Les incompatibilités, établies par l'ordonnance du 17 septembre 1943 entre un mandat à l'Assemblée consultative et les fonctions publiques, ne visaient que les fonctionnaires des administrations centrales. Cette disposition était étroite et imprécise. L'ordonnance nouvelle rétablit les incompatibilités en vigueur au Sénat et à la Chambre des Députés. En outre, la qualité de ministre et celle de membre de l'Assemblée deviennent aussi incompatibles. Cela enlève toute raison d'être aux délégués prévus à l'article 10 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 pour suppléer les membres de l'Assemblée qui, devenus ministres, ne pouvaient plus exercer effectivement leur mandat.

Disparaît également l'institution des membres spéciaux, élus par les délégations financières algériennes et les grands Conseils chérifien et tunisien, qui, en vertu de l'article 19 ancien, s'adjoignaient à l'Assemblée pour la discussion du budget général. Ils n'auraient plus de raison d'être maintenant que la métropole entière fournit les ressources publiques.

Les titres II et III, consacrés au fonctionnement et aux attributions de l'Assemblée, ont subi des remaniements moindres.

La durée des sessions est accrue tandis que leur fréquence est réduite. Le nombre des sessions extraordinaires est limité; ce qui a conduit à prévoir des sessions exceptionnelles qui ne peuvent avoir lieu qu'à la demande du Gouvernement.

La procédure des votes est précisée. L'exclusion du système des « boîtiers » est maintenue par la formule « à la majorité des membres présents ». La pratique des scrutins à main levée ou par assis et levé, prévue par le règlement de l'Assemblée, pouvait paraître contraire aux termes de l'article 15 ancien, qui ne prévoyait que des scrutins publics. En fixant les cas où un scrutin public doit avoir lieu, le texte nouveau autorise implicitement les scrutins à main levée.

Enfin, le droit pour un membre de l'Assemblée de poser par écrit une question au Gouvernement a été limité aux questions « d'ordre particulier », afin d'éviter des interpellations déguisées. Aux réponses orales ont été substituées des réponses écrites, sauf si l'auteur de la question demande une réponse orale et si le Gouvernement accepte.

Les attributions de l'Assemblée demeurent ce qu'elles étaient. Toutefois, l'obligation de principe, édictée par le décret du 29 avril 1944, de consulter l'Assemblée préalablement à l'adoption de toute législation touchant « aux statuts des libertés individuelles, à l'organisation des pouvoirs publics et à la structure économique et sociale du pays » a été inscrite dans l'ordonnance même.

Pour limiter, par un obstacle formel, les cas où le Gouvernement enfreindrait le principe posé, il a été prescrit que la nécessité de statuer sans prendre avis de l'Assemblée devrait être constatée par décision du Gouvernement, mentionnée dans les visas.

La situation exceptionnelle où se trouve la France pouvant exiger des décisions très promptes, il a paru nécessaire de prévoir une procédure d'urgence, qui donne au Gouvernement, au cas où l'Assemblée tarderait à formuler son avis, le droit de statuer sans plus attendre.

Telle qu'elle va être, l'Assemblée consultative ne sera encore qu'une étape vers le retour à des institutions démocratiques. Une étape nouvelle sera franchie lorsque des élections seront devenues possibles. Alors, conformément à l'ordonnance du 21 avril 1944, une Assemblée représentative sera formée, provisoire elle aussi, mais issue des suffrages directs de la nation.

D'ici là, le statut nouveau de l'Assemblée consultative aura donné moyen meilleur d'exprimer au Gouvernement les désirs, les colères, les espérances du pays, pour seconder mieux encore ses efforts au service de la patrie.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre d'Etat;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances du 3 juin et du 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943, portant constitution d'une Assemblée consultative provisoire, ensemble les ordonnances des 15 octobre et 6 décembre 1943;

Vu l'ordonnance du 21 avril 1944, portant organisation des pouvoirs publics en France après la libération, ensemble l'ordonnance du 12 août 1944;

Vu le décret du 29 avril 1944, relatif aux avis formulés par l'Assemblée consultative en matière législative;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944, relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928, portant fixation du budget général de l'exercice 1929;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

TITRE PREMIER

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE

ARTICLE PREMIER. — L'Assemblée consultative provisoire, instituée par l'ordonnance du 17 septembre 1943, pour fournir une expression aussi large que possible de l'opinion nationale, a désormais son siège à Paris.

Son statut est modifié et établi comme suit :

ART. 2. — L'Assemblée consultative provisoire comprend deux cent quarante-huit membres :

1^o — Cent quarante-huit représentants de la Résistance métropolitaine;

2^o — Vingt-huit représentants de la Corse et de la Résistance extra-métropolitaine;

3^o — Soixante représentants des Assemblées parlementaires antérieures;

4^o — Douze représentants de territoires d'outre-mer, conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 17 septembre 1943.

ART. 3. — Les dix-sept membres du Conseil national de la Résistance française, ainsi que le secrétaire général et le secrétaire général adjoint, sont membres de droit de l'Assemblée.

Les organisations de la Résistance métropolitaine ci-dessous énumérées, et s'exprimant par leur Comité directeur, désignent leurs représentants en nombres fixés comme suit :

Alliance démocratique	3
Démocrates populaires	4
Fédération républicaine et républicains nationaux	3
Parti communiste	6
Parti radical-socialiste	6
Parti socialiste	6
Confédération des travailleurs intellectuels	1
Confédération française des travailleurs chrétiens	4
Confédération générale de l'Agriculture	2
Confédération générale des paysans travailleurs	2
Confédération générale du travail	12
Ceux de la libération	6
Ceux de la résistance	6
Combat	6
Défense de la France	2
Forces unies de la jeunesse patriotique	6
France au Combat	3
Franc-Tireur	6
Front national	12
Libération Nord	6
Libération Sud	6
Libérer et fédérer	1
Lorraine	1
Mouvement des prisonniers de guerre et déportés	4
Organisation civile et militaire	6
« Patriam recuperare » (Nouvelle République)	1
Résistance	2
Union des cadres industriels français	2
Union des femmes françaises	2
Voix du Nord	2

Le Conseil national de la Résistance garantit la régularité de la constitution des Comités directeurs de ces organisations.

ART. 4. — Les représentants de la Corse et de Résistance extramétropolitaine sont choisis à raison de :

a) Deux parmi les organisations de Résistance de Corse;

Deux parmi les organisations de Résistance l'Algérie;

Deux parmi celles de la Tunisie;

Deux parmi celles du Maroc;

b) Cinq parmi les Comités français à l'étranger;

c) Huit parmi les personnalités qui ont participé la Résistance des colonies, à raison de :

Un pour l'Afrique occidentale française;

Deux pour l'Afrique équatoriale française;

Un pour l'Indochine;

Un pour le Cameroun;

Un pour la Nouvelle-Calédonie;

Un pour Madagascar;

Un pour l'Océanie;

d) Sept parmi les personnalités ayant rallié la France combattante avant le 9 novembre 1942.

Les membres titulaires précédemment en fonction à ce titre le demeurent. En cas de vacance, les nouveaux délégués sont désignés conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 6 décembre 1943. Toutefois les personnalités ayant rallié la France combattante sont désignées par le Conseil de l'ordre de la libération.

ART. 5. — Les soixante sièges attribués aux membres des Assemblées parlementaires antérieures se répartissent par décret rendu sur la proposition du Ministre d'Etat entre les divers groupes ou ensembles de groupes politiques, proportionnellement à leur importance effective à la Chambre des Députés à la date du 3 septembre 1939.

La réunion des membres de l'Assemblée nationale, qui, le 10 juillet 1940, ont voté contre la délégation du pouvoir constituant, élit un Comité de désignation de vingt membres.

Les représentants à l'Assemblée consultative de chaque groupe ou ensemble de groupes politiques parlementaires sont désignés par ce Comité parmi les personnes ayant été membres du Sénat ou de la Chambre des Députés depuis le 1^{er} juin 1936.

ART. 6. — Les délégués déjà nommés à l'Assemblée consultative en vertu de l'article 7 de l'ordonnance du 17 septembre 1943 demeurent en fonctions et sont remplacés, en cas de vacance, conformément à cet article.

ART. 7. — Ne peuvent appartenir à l'Assemblée consultative ni participer à la désignation de ses membres :

1^o — Ni les anciens membres du prétendu Gouvernement ayant eu son siège dans la métropole depuis le 17 juin 1940;

2^o — Ni les élus, fonctionnaires ou agents publics, depuis le 16 juin 1940, ont, par leurs actes, leur attitude personnelle, soit favorisé les entreprises de l'ennemi, soit nui à l'action des nationalités unies et des Français résistants, soit porté atteinte aux institutions constitutionnelles et aux libertés publiques fondamentales, soit tiré sciemment ou tenté de tirer bénéfice matériel direct de l'application des règlements de l'autorité de fait contraires aux lois en vigueur le 16 juin 1940;

3^o — Ni les membres du Parlement ayant voté la délégation du pouvoir constituant le 10 juillet 1940;

4^o — Ni les individus ayant accepté de l'organisme se disant « Gouvernement de l'Etat français » soit une fonction d'autorité, soit un siège de conseiller national ou de conseiller départemental nommé.

Cette interdiction peut, toutefois, être levée par les organes de désignation, par décision spéciale et motivée, en faveur de ceux qui ont participé à la lutte contre l'ennemi ou l'usurpateur.

ART. 8. — L'Assemblée consultative vérifie la validité des pouvoirs de ses membres.

ART. 9. — L'exercice du mandat de membre de l'Assemblée consultative provisoire est incompatible avec la qualité de membre du Gouvernement provisoire de la République ainsi qu'avec l'exercice des fonctions publiques rétribuées sur les fonds de l'Etat et de toutes autres fonctions rémunérées à la nomination du Gouvernement provisoire, à l'exception des cas prévus aux 2^e et 3^e du paragraphe premier de l'article 88 de la loi du 30 décembre 1928, portant fixation du budget général de l'exercice 1929.

ART. 10. — Aucun membre de l'Assemblée consultative ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun membre de l'Assemblée ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée, hors le cas de flagrant délit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'Assemblée est suspendue pendant la session et pour toute sa durée si l'Assemblée le requiert.

Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'Assemblée, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimées par l'ordre de l'Assemblée, ainsi que leur reproduction faite de bonne foi dans les journaux.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE

ART. 11. — L'Assemblée consultative se réunit tous les trois mois, le premier mardi du mois, pour une session ordinaire d'un mois.

Elle peut se réunir en session extraordinaire de quinze jours au plus, sur convocation de son président, agissant à la requête des trois quarts au moins de ses membres ou à la demande du Gouvernement provisoire de la République.

Il ne peut y avoir qu'une seule session extraordinaire entre deux sessions ordinaires.

Le Gouvernement peut toutefois inviter l'Assemblée à se réunir à tout moment en session exceptionnelle, pour une durée déterminée.

ART. 12. — L'Assemblée élit son bureau pour six mois, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les membres du bureau sortant sont rééligibles.

Le bureau comprend un président, quatre vice-présidents et quatre secrétaires. Chacune des quatre catégories de membres de l'Assemblée visées à l'article 2 doit être représentée dans le bureau.

ART. 13. — Le bureau de l'Assemblée est assisté d'un secrétariat dont les membres sont nommés par décision du président. Le secrétariat assure la préparation et la transmission des délibérations ainsi que la tenue des procès-verbaux.

ART. 14. — Les séances de l'Assemblée sont publiques et un compte rendu des débats est publié au *Journal officiel* de la République française, à moins qu'elle n'en décide autrement par un vote exprès, soit à la demande du Gouvernement provisoire de la République, soit sur l'initiative de son bureau.

Le président et les membres du Gouvernement provisoire de la République peuvent assister aux séances de l'Assemblée et doivent être entendus quand ils le demandent.

ART. 15. — Les votes de l'Assemblée sont émis à la majorité absolue des voix des membres présents. Pour les votes autres que ceux relatifs à la désignation des membres du bureau, il est procédé par scrutin public, si le Gouvernement le demande, ou sur décision du bureau de l'Assemblée. Les noms des votants sont insérés au *Journal officiel*.

ART. 16. — L'Assemblée fixe elle-même son règlement intérieur.

Elle peut constituer dans son sein des Commissions spécialisées qui peuvent siéger hors session.

L'Assemblée siège valablement lorsque cent au moins de ses membres sont présents.

ART. 17. — Tout membre de l'Assemblée peut poser au Gouvernement par écrit et par l'intermédiaire du président de l'Assemblée une question sur un sujet d'ordre particulier à laquelle il sera répondu par écrit, sauf si l'auteur de la question demande une réponse orale, et si le Gouvernement accepte.

Un délai minimum de trois jours devra s'écouler entre la question et la réponse.

TITRE III

ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE

ART. 18. — L'Assemblée consultative émet des avis sur les questions dont elle est saisie par le Gouvernement provisoire de la République.

ART. 19. — L'avis de l'Assemblée est obligatoirement demandé sur le budget général du Gouvernement provisoire de la République et sur les projets d'emprunt portant sur une somme supérieure à 500 millions de francs en une ou plusieurs tranches, sous réserve des dispositions prescrites par les lois des 29 décembre 1939 et 31 décembre 1939.

Les avis de l'Assemblée concluant à une réduction des dépenses civiles ou à un accroissement des charges fiscales obligent le Gouvernement à en délibérer en Conseil des ministres.

L'avis de l'Assemblée doit, sauf en cas de nécessité constatée par décision du Gouvernement, mentionnée dans les visas, être demandé préalablement à l'adoption de toute législation touchant au statut des libertés individuelles, à l'organisation des pouvoirs publics et à la structure économique et sociale du pays.

ART. 20. — Lorsque l'urgence d'un projet dont l'Assemblée est saisie est déclarée par le Gouvernement, si l'Assemblée ne formule pas son avis dans le délai de dix jours à compter de cette déclaration, le Gouvernement peut statuer sans plus attendre.

Ce délai est porté à vingt jours pour le projet de budget général.

ART. 21. — Sur l'initiative des deux tiers au moins de ses membres, l'Assemblée peut décider de porter à son ordre du jour toute question présentant un

intérêt d'ordre national. Elle peut dans les mêmes conditions, demander au Gouvernement provisoire de lui présenter un exposé verbal sur une question déterminée d'intérêt national.

ART. 22. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 23. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 11 octobre 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre d'Etat
Jules JEANNENEY.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François DE MENTHON.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Intérieur,
A. TIXIER.

Le Ministre de la Guerre,
A. DIETHELM.

Le Ministre de la Marine,
Louis JACQUENOT.

Le Ministre de l'Air,
Charles TILLON.

Le Ministre de l'Economie nationale,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Ministre des Finances,
Aimé LEPERCQ.

Le Ministre de la Production industrielle,
Robert LACOSTE.

Le Ministre de l'Agriculture,
TANGUY-PRIGENT.

Le Ministre du Ravitaillement,
P. GIACOBBI.

Le Ministre des Colonies,
R. PLEVEN.

Le Ministre de l'Education nationale,
René CAPITANT.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité nationale,
Alexandre PARODI.

Le Ministre des Travaux publics et des Transports,
René MAYER.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,
Augustin LAURENT.

Le Ministre de l'Information,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le Ministre des Prisonniers et Déportés,
Henry FRENAY.

Le Ministre de la Santé publique,
François BILLOUX.

Le Ministre, Délégué en Afrique du Nord,
CATROUX.

Groupements professionnels coloniaux

N° 621 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

22 décembre 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 6 novembre 1944 relative à l'abrogation, dans la métropole et aux colonies, des actes dits « loi du 6 décembre 1940 », « loi du 5 mars 1941 », « décret du 25 mars 1941 » concernant les groupements professionnels coloniaux.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 23 juillet 1943 fixant les attributions du Commissaire aux colonies;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont et demeurent abrogés, aussi bien dans la Métropole que dans les territoires relevant du ministre des colonies, les actes dits loi du 6 décembre 1940, loi du 5 mars 1941, décret du 25 mars 1941 et tous les textes subséquents qui les ont complétés ou modifiés.

ART. 2. — Les groupements professionnels coloniaux créés par l'acte dit loi du 6 décembre 1940 et qui demeurent dissous dans les territoires relevant du ministre des colonies cesseront d'exister dans la métropole à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la publication de la présente ordonnance au journal officiel de la République française.

Les cotisations dues dans la Métropole au titre des années 1944 et antérieures demeurent exigibles.

ART. 3. — L'organisation ultérieure de la représentation auprès des pouvoirs publics des entreprises métropolitaines exerçant leur activité aux colonies sera fixée par ordonnance prise sur la proposition du ministre des colonies et du ministre de l'économie nationale, ainsi que la dévolution des biens appartenant auxdits groupements.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 6 novembre 1944.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Colonies,
R. PLEVEN.

Le Ministre de l'Economie nationale,
Pierre MENDES-FRANCE.

Décorations

ORDONNANCE du 9 novembre 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice;
Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les promotions et nominations faites au titre civil dans l'ordre national de la Légion d'honneur, dans tous les ordres nationaux et coloniaux, ainsi que toutes attributions, à titre civil, de médailles, décorations et distinctions honorifiques faites depuis le 16 juin 1940 par l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français, sont soumises à révision.

ART. 2. — Une commission sera créée pour chaque ordre ou distinction par arrêté du ministre compétent, afin de procéder à ces révisions.

ART. 3. — Les conditions d'exécution de cette révision seront fixées, pour la Légion d'honneur, par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, pris sur la proposition du grand chancelier de l'ordre national de la Légion d'honneur et, pour les autres ordres et distinctions, par arrêté du ministre compétent.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 9 novembre 1944.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
François DE MENTHON.

Par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1944 :

La Médaille d'honneur du Ministère des Colonies est attribuée à :

Argent

M.M. Amegnon Ianzo, premier-maître canotier au Togo;

Ajavon Joseph, facteur des P.T.T. au Togo.

Bronze

M. Semekonon Agblévon, chef du canton d'Aflao (Togo);

M. Sokpolie Aloys, mécanicien à la maison S.C.O.A. au Togo;

M. Bangana Abinté, chef du canton de Bafilo (Togo);

M. Bedeyi Abété, chef supérieur du village d'émigration (Togo);

M. Ayivi Nicodème, ouvrier à Lama-Kara (Togo).

Par décret en date du 30 novembre 1944 :

Sont nommés dans l'ordre de l'Etoile noire du Bénin :

Au grade d'officier

M.M. Viagbo, chef de canton au Togo;

Lassey (Smarth), dit Assiakoley, chef de canton au Togo.

Au grade de chevalier

M.M. Agbobby (Rudolph), caissier principal à Lomé (Togo);

Lamboni Kaon, chef de canton au Togo;

Johnson Kuadjo (André), commis d'administration au Togo.

Sont nommés dans l'ordre de l'Etoile d'Anjouan :

Au grade de chevalier

M.M. Yao (Christophe-Mensah), aide-médecin au Togo;

Yendabré Tiem, chef supérieur des Gourmas (Togo);

Palanga, chef supérieur des Kabrès au Togo;

Coco (Hospice-Dominique), médecin principal à Lomé (Togo);

Armerding (Stéphan), commis principal des douanes au Togo;

Amegee (Louis), comptable principal au Togo;

Dorkenoo (Michel), chef de canton au Togo;

Mamah, chef de canton au Togo;

Apédo-Amah (Georges), commis d'administration au Togo.

Sont nommés dans l'ordre du Nichan El Anouar :

Au grade d'officier

M.M. Lawson (Frédéric-Body), chef supérieur de la ville d'Anécho (Togo).

Au grade de chevalier

M.M. Kanli, chef de village au Togo;

Gazarou (Namoudji), chef supérieur des Lambas (Togo);

Aklassou (Joseph), chef de canton à Lomé (Togo).

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Tarif fiscal d'entrée

ARRETE N° 2451 F. du 29 août 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies; notamment l'article 74, paragraphe B;

Vu le décret du 2 octobre 1943, approuvant l'arrêté du 20 août 1943, fixant le mode d'assiette, les règles de perception et la quotité des droits d'importation à percevoir sur les marchandises de toutes origines importées en A.O.F.;

Vu l'article 23 de l'arrêté du 31 mai 1930, relatif à la consultation des chambres de commerce, modifié par arrêté du 28 juillet 1938;

Vu l'ordonnance du 19 août 1943 sur l'importation en franchise de matériels militaires pour le compte de l'armée;

Vu les instructions de la dépêche n° 3337 du 16 juin 1944 du Commissaire aux colonies;

Sous réserve d'approbation par décret.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le numéro 2 du tableau des exemptions conditionnelles et exceptionnelles annexé au tarif fiscal d'entrée issu de l'arrêté du 20 août 1943 et relatif aux armes, munitions et matériel de guerre est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

N° 2 — Armes, munitions, matériel de guerre et équipements militaires appartenant à l'Etat (a).

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe et l'administrateur de la circonscription de Dakar et Dépendances sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera dès son approbation par décret.

Dakar, le 29 août 1944.

P. COURNARIE.

(Approuvé par décret du 23 octobre 1944).

(Rendu applicable au Togo par arrêté local n° 625 D. du 23 décembre 1944).

(a) Sont susceptibles de bénéficier de l'exemption :

1^{re} — Les matières et objets rentrant par leur nature dans cette catégorie et repris sur une liste établie par décision du Gouverneur général, liste qui pourra être modifiée et mise à jour au fur et à mesure des nécessités;

2^o — Les matières et objets exclus par leur nature de cette catégorie, mais qui, en raison de leur utilisation exclusive à des fins militaires, auront fait l'objet de la part du Gouverneur général d'une décision particulière valable seulement pour chacune des importations considérées.

Cadre des Trésoreries de l'A. O. F.

3.110 P. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. du 20 novembre 1944, le nombre maximum d'inscriptions qui pourront être portées au tableau d'avancement de 1945 pour le cadre des Trésoreries de l'Afrique Occidentale Française est fixé comme suit :

- Pour le grade de payeur de 1^{re} classe : 3;
- Pour le grade de payeur de 2^e classe : 3;
- Pour le grade de payeur de 3^e classe : 5;
- Pour le grade de commis principal hors classe : 3;
- Pour le grade de commis principal de 1^{re} classe : 3;
- Pour le grade de commis principal de 2^e classe : 3;
- Pour le grade de commis principal de 3^e classe : 3;
- Pour le grade de commis principal de 4^e classe : 2;
- Pour le grade de commis de 1^{re} classe : 1;
- Pour le grade de commis de 2^e classe : néant;
- Pour le grade de commis de 3^e classe : néant.

Ecole de la trypanosomiasse

Ecole Jamot

ARRETE N° 3168 DSP. du 25 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'école de la maladie du sommeil dite « Ecole Jamot » intégrée au centre d'études des trypanosomiasés africaines selon les dispositions de l'arrêté général n° 1664 /DSP. du 14 juin 1944, est réorganisée sur les bases suivantes :

ART. 2. — Elle est dirigée sous l'autorité du chef du service général de la maladie du sommeil par le directeur du centre d'études des trypanosomiasés africaines et a pour but la spécialisation du personnel infirmier.

Les médecins, agents sanitaires, sous-officiers de la S. M. I. C., médecins-auxiliaires nouvellement affectés, peuvent être appelés sur décision du chef de service à effectuer un stage à l'école Jamot. La durée de ce stage est fixée, en principe, à deux mois pour les médecins munis du diplôme d'Etat français de docteur en médecine ou d'un titre admis en équivalence, et à trois mois pour les agents sanitaires sous-officiers de la S.M.I.C. et médecins auxiliaires.

ART. 3. — Nul ne peut être admis à l'école s'il n'est pas français (citoyen ou sujet) protégé français ou administré sous-mandat français africain, et s'il n'est pas célibataire, âgé de 17 ans au moins et de 24 ans au plus, limite susceptible d'être portée à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires valables ou des services militaires.

Les demandes d'admission seront formulées sur papier timbré, accompagnées des pièces suivantes :

a) bulletin de naissance ou toute pièce en tenant lieu,

b) copie du certificat d'études primaires élémentaires ou d'un diplôme d'études ayant au moins la valeur du C. E. P., ou avoir fait la preuve d'un degré d'instruction équivalent à ce dernier certificat.

Si la candidature est agréée, le postulant aura à compléter son dossier par :

a) un extrait du casier judiciaire (fiches n° 2 et n° 3),

b) une fiche de position militaire (ou sa copie) si le candidat a 20 ans et plus,

c) un certificat de bonnes vie et mœurs,

d) une déclaration de l'intéressé précisant qu'il n'a pas été licencié d'une école ou d'un emploi administratif,

e) un certificat médical (ayant moins de trois mois de date) constatant que le candidat est apte au service itinérant de la maladie du sommeil,

f) un état signalétique et des services militaires s'il y a lieu.

L'admission à l'école est fixée par voie de décision du chef du service de la maladie du sommeil.

ART. 4. — La durée du stage est de 9 mois.

La discipline, le programme et l'organisation des études feront l'objet d'un règlement intérieur soumis à l'approbation du chef de service par le directeur du C. E. T. A.

L'exclusion de l'école peut être prononcée en cours ou à la fin du stage par le chef du service de la maladie du sommeil pour le motif suivant : « insuffisance », « indiscipline », « inaptitude physique ».

Les élèves subissent, en fin de stage, un examen théorique et pratique. Un brevet d'aptitude est décerné à ceux d'entre eux qui ont obtenu une moyenne suffisante; ces derniers sont nommés par décision du gouverneur général, infirmier stagiaire s'ils ont 2 ans et satisfait aux obligations militaires, si non, infirmier surnuméraire.

ART. 5. — Le régime de l'école est l'internat. Les élèves sont astreints au port d'un uniforme; ils sont logés, nourris, vêtus et blanchis gratuitement.

La composition de la ration, la nomenclature des objets de réfectoire, d'habillement, feront l'objet d'un annexe au règlement visé à l'article 4.

ART. 6. — Les candidats admis à l'école Jamot sont mis en route sur Bobo-Dioulasso par l'autorité administrative locale.

Ils voyagent en 3^e classe.

Ils ont droit au transport gratuit de 25 kilos de bagages.

Ils ont droit à titre de frais de route à une allocation de cinq francs par jour pendant la durée des voyages régulièrement effectués;

1^o — pour rejoindre l'école lors de leur admission.

2^o — pour rejoindre leur poste d'affectation à leur sortie de l'école ou leur cercle d'origine à la suite de licenciement.

Ils reçoivent pendant la durée du stage une allocation mensuelle de 50 francs.

Lorsque, en cours de stage, ils seront appelés à suivre une équipe de prospection, de contrôle ou de traitement de la maladie du sommeil, ou à se déplacer par ordre du chef du service de la maladie du sommeil, ils auront droit au cours de la période pendant laquelle ils ne peuvent être nourris à l'école, à une allocation journalière compensatrice de vivres fixée par le chef de service à un taux égal au prix de la ration. Cette allocation pourra être payée sous forme d'avance dans les mêmes conditions que les avances sur frais de déplacements.

ART. 7. — Est abrogé l'arrêté n° 3.889/ssm. du 27 décembre 1939.

ART. 8. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de la République au Togo, le directeur général de la santé publique, le chef du service général autonome de la maladie du sommeil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 25 novembre 1944.

Pour le Gouverneur général absent
Le Gouverneur Secrétaire général
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Palmistes

ARRETE N° 616 AE./1 du 20 décembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le câblogramme officiel 425 SE./P. du 14 décembre 1944 du Gouverneur général de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les achats de palmistes sont interdits du 25 au dernier décembre 1944.

Les commerçants devront adresser leurs déclarations de stocks de palmistes dans les 24 heures au chef du bureau économique pour les stocks à Lomé, aux chefs de circonscription pour les stocks en brousse.

ART. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1945 les prix minima d'achat aux producteurs des palmistes sont fixés comme suit :

	Frs.
Lomé	1.700
Agouévé	1.650
Sangara	1.640
Mission-Tové	1.550
Noépé	1.620
Tsévié	1.610
Badja	1.600
Anécho	1.590
Assahun	1.580
Agbéluvhé	1.560
Tovégâ	1.560
Nuatja	1.510
Agou-Gare	1.500
Palimé	1.470
Atakpamé	1.400
Anié	1.370
Blitta	1.300
Gapé	1.500
Akoviépé	1.650
Kévé	1.590

Les prix dans les autres centres seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des frais de transports.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et des circonscriptions et en tous autres lieux publics.

Lomé, le 20 décembre 1944.

Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Arachides

ARRETE N° 619 AE. du 21 décembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme officiel 431 SE./P. du 15 décembre 1944 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat des arachides 1944-1945 est ouverte pour compter du 1^{er} janvier 1945 dans le cercle de Sokodé et du 15 janvier 1945 dans le cercle de Mango.

ART. 2. — Les prix d'achat minima aux producteurs sont fixés comme suit :

	francs
Blitta	3.163
Sokodé	2.733
Bassari	2.433
Lama-Kara	2.338
Mango	1.523
Dapango	1.123

Si l'achat est effectué par les S.I.P., les prix de revente au commerce seront ceux ci-dessus majorés de 65 francs par tonne.

Les prix d'achat dans les autres centres seront fixés par les chefs de circonscription compte tenu des seuls frais de transports routiers à raison de 5 frs. la tonne kilométrique.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et circonscriptions et en tous lieux publics.

Lomé, le 21 décembre 1944.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
H. GAUDILLOT.*

Mazout

ARRETE N° 620 AE./3 du 22 décembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu les arrêtés généraux des 30 août et 8 septembre 1943;

Vu les arrêtés 40 AE./3 du 29 janvier 1944 et 401 AE./3 du 1^{er} août 1944;

Vu les lettres en date des 20 et 30 novembre 1944 de l'UAC. et de la Cie FAO.;

Vu l'avis de la commission des prix dans sa séance du 11 décembre 1944;

Vu l'avis du Service des Travaux Publics;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'arrêté 443 du 28 août 1944 sont abrogées en ce qui concerne le mazout.

ART. 2. — Est fixé comme suit le prix de vente en gros du mazout à Lomé, taxe de transaction comprise:

UAC. ET FAO.

Le fût de 204 litres (fût vide à rendre) 1.077 frs.

ART. 3. — Toute infraction aux présentes dispositions sera poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives, des P.T.T. et en tous lieux publics.

Lomé, le 22 décembre 1944.

*Pour Le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
H. GAUDILLOT.*

Ecole professionnelle de Sokodé

N° 622 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

23 décembre 1944. — Le nombre d'élèves à admettre en 1945 à l'Ecole Professionnelle de Sokodé est fixé à dix.

N° 623 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

23 décembre 1944. — Le montant des allocations de nourriture et d'entretien des élèves de l'Ecole Professionnelle de Sokodé est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1945 :

Nourriture	8 francs.
Entretien	4 —

ARRETE N° 624 E. du 23 décembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 557 du 6 novembre 1944 portant réorganisation de l'Ecole Professionnelle de Sokodé;

Vu l'arrêté N° 611 du 31 octobre 1941 fixant le tarif des cessions de travaux faites par l'Ecole Professionnelle de Sokodé;

Vu le procès-verbal de la réunion du 27 novembre 1944 du conseil de perfectionnement de l'Ecole Professionnelle de Sokodé;

Sur la proposition du Chef du Service de l'Enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix unitaires fixés par l'article 2 de l'arrêté N° 611 du 31 octobre 1941 susvisé sont abrogés et fixés à nouveau comme suit :

Heure de moniteur	5,—
Heure d'élève	1,50
Heure d'ouvrier ou de manœuvre : suivant feuille d'attachement,	
Heure de machine (tour, perceuse, etc...) 20,—	
Heure de scie mécanique (débitage de planches)	40,—

ART. 2. — L'article 4 de l'arrêté du 31 octobre 1941 est modifié ainsi qu'il suit :

« Le Chef du Service de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1944.

*Pour le Commissaire de la République absent,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
H. GAUDILLOT.*

Energie électrique

DECISION N° 524 TP. du 23 décembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les propositions en date du 16 novembre 1944 de la Société concessionnaire;

Le conseil d'administration entendu le 21 décembre 1944;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique est fixée ainsi qu'il suit pour le premier semestre 1945 :

Co	1.175,1919
Cl	5,231
Mo	1,7242
Ml	2,933
Io	387,5
Il	565.

ART. 2. — En application de ces coefficients, les tarifs à appliquer pendant le premier semestre 1945 sont fixés comme suit :

A — Pour les particuliers :

1 ^o — Pour Lomé :	{ Prix du KWH — Lumière : 10,66
	{ Prix du KWH — Force : 8,42
2 ^o — Pour Anécho :	{ Prix du KWH — Lumière : 11,78
	{ Prix du KWH — Force : 9,54

B — Pour l'administration :

1 ^o — Pour Lomé :	{ Prix du KWH — Lumière : 9,09
	{ Prix du KWH — Force : 7,30
2 ^o — Pour Anécho :	{ Prix du KWH — Lumière : 10,21
	{ Prix du KWH — Force : 8,42

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1944.

Pour le Commissaire de la République absent,

Le Secrétaire Général,

chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,

H. GAUDILLOT.

Délaissement forfaitaire des marins

N° 627 IM. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

25 décembre 1944. — Les taux de majoration à appliquer aux tarifs du Tableau B du décret du 31 décembre 1935 pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1945 seront les mêmes que ceux prévus à l'arrêté N° 267 en date du 10 mai 1938.

Indemnités pour charges de famille

RECTIFICATIF à l'arrêté 553/F. du 15 octobre 1943 fixant le régime des indemnités pour charges de famille du personnel originaire de l'A.O.F. et du Togo appartenant aux cadres locaux européens et indigènes du Territoire.

ARTICLE 3. —

Au lieu de :

« Les indemnités sont attribuées d'après le nombre des enfants dont le bénéficiaire a la charge et qui sont âgés de moins de 15 ans.

Sont considérés jusqu'à l'âge de 15 ans, comme étant à la charge de l'agent en cause les enfants légitimes régulièrement déclarés à l'Etat Civil, ou à l'Autorité Administrative dans les conditions prescrites par l'arrêté N° 438 du 31 juillet 1933 réglementant l'Etat Civil indigène ».

Lire :

« Les indemnités sont attribuées d'après le nombre des enfants dont le bénéficiaire a la charge et qui sont âgés de moins de 15 ans.

Sont considérés jusqu'à l'âge de 15 ans, comme étant à la charge de l'agent en cause les enfants légitimes régulièrement déclarés à l'Etat Civil, ou à l'Autorité Administrative dans les conditions prescrites par l'arrêté N° 619 du 10 novembre 1938 fixant à nouveau les règles applicables à l'Etat Civil des personnes de statut indigène ».

Le reste sans changement.

Café

ERRATA à l'arrêté n° 581 du 21 novembre 1944 portant ouverture de la campagne de café 1944-1945 et en fixant les prix.

ART. 2. — Les prix minima d'achat aux producteurs sont fixés comme suit :

CAFÉ NIAOULI SUPÉRIEUR

Au lieu de :

Lomé	11.494
Atakpamé	10.985
Agou	11.075
Palimé	11.053
Tsévié	11.236
Anécho	11.209
Blitta	10.846

Lire :

Lomé	11.251
Atakpamé	10.917
Agou	11.007
Palimé	10.985
Tsévié	11.168
Anécho	11.141
Blitta	10.778

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT****Affectations**

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A.O.F. des :

20 novembre 1944. — Les fonctionnaires arrivés récemment à Dakar reçoivent les affectations suivantes :

M.M. Rébaud, commis des services civils, nouvellement agréé, est mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo;

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

14 décembre 1944. — Les assistants forestiers surnuméraires dont les noms suivent sont déclarés admis aux examens de sortie de 2^e année de l'Ecole Forestière de l'A. O. F.;

M.M.
Traoré Diongolo.

Les intéressés reçoivent les affectations ci-après pour compter du jour de leur prise de service ou de leur mise en route sur leur colonie d'affectation :

M.M.
Traoré Diongolo — Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPEEN****Affectations**

Par décision n° 500 p. du :

9 décembre 1944. — M. Rébaud Jean, commis de 2^e classe des services civils des colonies, nouvellement affecté au Togo et arrivé au territoire le 7 décembre 1944, est mis à la disposition du chef du bureau des affaires économiques.

Par décision n° 506 p. du :

16 décembre 1944. — M. Hobeniche, Paul, ingénieur météorologiste de 1^{re} classe, nouvellement mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo et arrivé au territoire le 11 décembre 1944, est affecté au service météorologique à Lomé.

Nominations

Par décision n° 519 p. du :

22 décembre 1944. — Madame Allet Coche, Blanche est engagée en qualité de sténo-dactylographe au salaire mensuel de Huit mille francs (8.000 frs.) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités, pour compter du 11 novembre 1944, veille du jour de son départ d'Alger à destination du territoire.

Pour tout ce qui concerne les déplacements, congés, permissions, absences, soins médicaux, hospitalisation.

affectations et mutations, les dispositions prévues par le Règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire sont applicables à Madame Allet Coche, Blanche.

Madame Allet Coche, arrivée à Lomé le 19 décembre 1944 est affectée au Cabinet du Commissaire de la République.

Par décision n° 526 p. du :

23 décembre 1944. — M. Fresnel Emile Raymond est engagé pour compter du 26 novembre 1944, en qualité de surveillant des Travaux publics à titre essentiellement précaire et révocable et mis à la disposition du Chef du service des Travaux publics et des Mines.

Il aura droit, en cette qualité, à un salaire mensuel global de Cinq mille cinq cents francs (5.500 frs.) à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités, payable sur les crédits du budget local du Togo, Chapitre XI Article 4 Paragraphe 1 pour l'année 1944 et Chapitre XXII Article 1 pour l'année 1945.

Pour tout ce qui concerne les déplacements, congés, permissions, absences, soins médicaux, hospitalisation et mutations, les dispositions prévues par le Règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire sont applicables à M. Fresnel.

PERSONNEL INDIGÈNE**Agents auxiliaires****Affectation**

Par décision n° 502 p. du :

14 décembre 1944. — Le dessinateur auxiliaire Soulé Amadou affecté provisoirement au cercle du centre, est remis à la disposition du chef du service des Travaux publics et des mines.

Augmentation de salaire

Par décision n° 520 p. du :

22 décembre 1944. — Le salaire mensuel du planton Gagnon Emile, en service au Parquet à Lomé, est porté de Neuf cents francs (900 francs) à Mille deux cents francs (1.200 francs), exclusif de toutes indemnités, pour compter du 1^{er} janvier 1945.

Nomination

Par décision n° 512 p. du :

20 décembre 1944. — L'agent journalier Kangui Emile, en service à Anécho, est engagé pour compter du 1^{er} novembre 1944, en qualité de garde d'hygiène auxiliaire échelle 1 échelon 3, en remplacement de l'agent auxiliaire Senawo Jean, révoqué.

Il est maintenu à la disposition du chef de la subdivision sanitaire d'Anécho.

Gardes-frontières**Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 612 p. du :

14 décembre 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le 2^e semestre de l'année 1944 les agents du cadre local indigène des gardes-frontières des douanes du Togo dont les noms suivent :

Pour le grade de sergent 1^{er} échelon
Aridjaka Kéïta, caporal 2^e échelon.

Pour le grade de caporal 2^e échelon;
Adjallé Richard, caporal 1^{er} échelon,
Ajavon Albert, caporal 1^{er} échelon,
Zamba Bernard, caporal 1^{er} échelon.

Pour le grade de caporal 1^{er} échelon
de Souza René, garde-frontière de 1^{re} classe.

Pour le grade de garde-frontière de 3^e cl.
Agossou Augustin, garde-frontière de 4^e classe,
Legbagan Boko, garde-frontière de 4^e classe,
Messan Emmanuel, garde-frontière de 4^e classe.

Promotions

Par arrêté N° 613 P. du :

14 décembre 1944. — Sont promus pour compter du 1^{er} juillet 1944 dans le cadre local indigène des gardes-frontières du Togo :

Au grade de sergent 1^{er} échelon :
Aridjaka Kéïta, caporal 2^e échelon.

Au grade de caporal 2^e échelon :
Adjallé Richard, caporal 1^{er} échelon,
Ajavon Albert, caporal 1^{er} échelon,
Zamba Bernard, caporal 1^{er} échelon.

Au grade de caporal 1^{er} échelon :
de Souza René, garde-frontière de 1^{re} classe.

Au grade de garde-frontière de 3^e classe :
Agossou Augustin, garde-frontière de 4^e classe,
Legbagan Boko, garde-frontière de 4^e classe,
Messan Emmanuel, garde-frontière de 4^e classe.

Révocation

Par arrêté N° 608 P. du :

9 décembre 1944. — Le garde-frontière de 5^e classe Assigbi Alphonse, en service à la brigade de Lomé, est révoqué pour mauvaise manière habituelle de servir.

Forces de police

Par arrêté N° 618 BM. du :

21 décembre 1944. — Est licencié pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} décembre 1944, le garde de 2^e classe Hirdé Hounfon, n° mle 1117 du peloton du centre, subdivision de Klouto.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

DIVERS

Agents postaux

Par décision N° 507 TPT. du :

18 décembre 1944. — Sont nommés agents postaux :

1^o — Bureau gare de Noépé — pour compter du 1^{er} août 1944, le facteur auxiliaire Albert Mensah;

2^o — Bureau gare d'Assahoun — pour compter du 1^{er} juillet 1944, le facteur auxiliaire Emmanuel Freitas;

3^o — Bureau gare de Tsévié — pour compter du 1^{er} mars 1944, le facteur-enregistreur de 4^e classe Amoussou Boniface.

Les décisions N° 797 du 23 novembre 1939, n° 248 du 31 mars 1942 et 718 du 26 novembre 1943 sont rapportées pour ce qui concerne les nominations du facteur-enregistreur Bédjan Simon, du facteur-enregistreur Ocloo Primus et du chef de station (ex-chef de train) Mathia Apouté Joseph comme agents postaux à Assahoun, Noépé et Tsévié.

Allocations

Par arrêté N° 611 P. du :

13 décembre 1944. — L'arrêté N° 37 P. du 23 janvier 1944 fixant pour l'année 1944 le montant des allocations servies aux chefs de famille et anciens agents de l'administration est complété ainsi qu'il suit :

CERCLE DU CENTRE (Subdivision de Klouto):

Glo Assigbevi, ancien agent de l'administration : 1.200 francs.

Commune mixte de Lomé

Par arrêté N° 610 P. du :

12 décembre 1944. — Est approuvé et arrêté le budget primitif de la commune-mixte de Lomé pour l'exercice 1945, en recettes et en dépenses, à la somme de : Deux millions quatre vingt quatre mille six cents francs (2.084.600 frs.).

Conseil d'Administration du Togo

N° 3241 AP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

4 décembre 1944. — M. le médecin lieutenant-colonel Le Gac, chargé de l'expédition des affaires courantes de la direction locale de la santé publique au Togo, est nommé membre du conseil d'administration du Togo en remplacement de M. le médecin colonel Pantet.

Contrôle des prix et stocks

Par décision N° 504 AE/3 du :

15 décembre 1944. — M. Rébaud, commis des services civils est nommé membre de la brigade mobile des contrôleurs des prix et stocks et est habilité en qualité de contrôleur pour le cercle de Lomé.

Préalablement à sa prise de service, M. Rébaud devra prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision N° 505 E. du :

15 décembre 1944. — Sont reçus aux examens de fin d'études et diplômés de l'Ecole Professionnelle de Sokodé, les élèves de 4^e classe ci-dessous désignés, par ordre de mérite :

1^o — Tchédre Poutma, section fer;

2^o — Agba Gbandi, section bois;

3^o — Kondi Gbati, section bois;

4^o — Soho Todom, section fer;

5^o — Ouagbé Yombila, section maçonnerie;

6^o — Kaloua Capitan, section maçonnerie.

Enseignement

Bourses

Par décision N° 518 E. du :

22 décembre 1944. — La commission consultative des bourses composée ainsi qu'il suit :

M. Gaudillot, Secrétaire Général du Togo. *Président*
M.M. Sanson, Chef du Bureau des Finances,

Le Lt. Colonel Le Gac, Chef du Service de Santé p. i., membre du Conseil d'Administration du Territoire,

Champion, Chef du Service de l'Enseignement,

Emmanuel Ajavon, notable Togolais,

William Mensah, Notable Togolais,

Membres

se réunira sur convocation de son président pour étudier les demandes de bourses faites par les élèves togolais continuant leurs études hors du territoire.

Rôles

Par arrêté N° 614 CD. du :

15 décembre 1944. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles d'impôt cédulaire, d'impôt général sur les revenus et contribution exceptionnelle de guerre, ci-après s'élevant à la somme de : Cinq million huit cent trente sept mille cent douze francs :

Rôles N°

16 — Lomé-Trésor	566.580
17 — Lomé-Trésor	487.312
18 — Agence Lomé	40.882
19 — Agence Tsévié	2.375
20 — Agence Anécho	6.493
21 — Agence Atakpamé	1.793
22 — Lomé-Trésor	4.078.386
23 — Agence Lomé	318.145
24 — Agence Tsévié	16.531
25 — Agence Anécho	63.451
26 — Agence Atakpamé	186.205
27 — Agence Palimé	44.372
28 — Agence Sokodé	24.577
29 — Agence Lama-Kara	10
Total	5.837.112

La date de mise en recouvrement est fixée au 15 décembre 1944.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1290, déposée le 8 décembre 1944 le sieur Dorkenou Michel Amouzouvi profession de planteur, notable, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural,

non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de polygone irrégulier d'une contenance totale de 21 ha 36 ares 98 centiares situé à Abobo, cercle de Lomé borné au Nord par terrain à la collectivité Zan Klassesou et terrain à Nyagan, à l'Est par terrains à Tétékpoé et à Akakpo, au Sud par un passage et à l'Ouest par terrains aux collectivités Atoné et Zan Klassesou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1291, déposée le 8 décembre 1944 le sieur Hlomaschi Adam E. profession de commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française a demandé l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier portant une maison en dur couverte en tôles ondulées à usage d'habitation d'une contenance totale d'environ 28 ares 60 centiares situé à Palimé, Subdivision de Klouto, Cercle du Centre borné au nord par terrain à Koffi Epou, à l'est par terrain à Jonathan Dumogan, au sud par prolongement de la rue du Maréchal Lyautey, à l'ouest par une rue projetée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BERLIE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le jeudi 25 janvier 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 10, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 14 ares 29 centiares, borné au Nord par la rue de la Marne, à l'Est par T. 557 du Territoire du Togo à Themson D. Teté, au Sud par la rue du chemin de fer, à l'Ouest par terrain à Aho Gabà, dont l'immatriculation a été demandée par les dames Rosalia Kokoega et Elisabeth Kokoebi Fientor, revendeuses, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leurs noms et pour leur compte personnels en qualité de co-propriétaires indivises suivant réquisition du 7 novembre 1944, n° 1284.

Le jeudi 25 janvier 1945 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Lom'Nava, Cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de polygone d'une contenance de 25 ares 18 centiares, borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par T. 89 de Lomé à Félicio de Souza, au sud par terrains à Koshi Etsé, Adanleté Théophile, Pereira, Mensah et Kpamesi Aziaka, à l'ouest par terrain à Agbotsé Gbofu, dont l'immatriculation a été demandée par les dames Rosalia Kokoega et Elisabeth Kokoebi Fientor, revendeuses, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leurs noms et pour leur compte personnels en qualité de co-propriétaires indivises suivant réquisition du 7 novembre 1944, n° 1285.

Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BERLIE.